

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Aperçu du budget fédéral 2026

La marge de manœuvre budgétaire s'amenuise à mesure que les engagements se multiplient

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, et LJ Valencia, économiste

FAITS SAILLANTS

- L'économie canadienne a été frappée par de multiples chocs géopolitiques depuis le début de 2025. En réponse, le gouvernement fédéral a mis à profit sa bonne situation budgétaire pour soutenir les ménages et les entreprises tout en investissant dans la croissance économique à long terme. Nous prévoyons que les nouvelles dépenses planifiées depuis la *Mise à jour économique du printemps 2026* (MEP 2026) dépasseront 50 G\$ au cours de la prochaine décennie, tandis que les baisses d'impôt et les déductions pourraient atteindre environ 90 G\$ au cours de la même période.
- Des lacunes dans la divulgation budgétaire fédérale ont rendu les déficits annuels du gouvernement du Canada plus difficiles à prévoir que par le passé. Malgré cela, notre analyse suggère qu'il pourrait ne pas respecter son engagement de réduire le ratio du déficit sur le PIB. Cette conclusion est partagée par le Bureau de la directrice parlementaire du budget. Le pouvoir discrétionnaire dans la classification des dépenses d'exploitation et des dépenses en capital limite l'utilité de l'ancrage du budget d'exploitation comme mesure de la viabilité budgétaire. Cela dit, le ratio du déficit fédéral sur le PIB devrait s'améliorer au cours de la prochaine année environ grâce à un PIB nominal plus solide. L'inflation et les prix du pétrole, tous deux élevés, vont le tirer vers le haut. Mais à mesure que les prix du pétrole reviendront à la normale, l'effet favorable sur les déficits et la dette s'estompera, de sorte que les perspectives budgétaires fédérales seront plus moroses que celles figurant dans la MEP 2026.
- Malgré la détérioration des perspectives budgétaires fédérales à long terme, la position et la trajectoire de la dette du Canada, tant en termes absolus qu'en termes relatifs, laissent globalement entrevoir le maintien d'une cote de crédit souveraine triple A. Toutefois, une recrudescence de la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada ou une hausse continue des taux d'intérêt à long terme pourraient mettre en péril la viabilité budgétaire du gouvernement du Canada. Le maintien d'une marge de manœuvre budgétaire aiderait ce dernier à réagir aux chocs économiques et financiers imprévus.

Alors qu'un véritable raz-de-marée de turbulences a déferlé sur le Canada sous la forme de perturbations commerciales, de prix du pétrole élevés et de hausses des taux d'intérêt, le gouvernement fédéral a ouvert les vannes budgétaires pour essayer de faire face à la situation. L'augmentation des dépenses en défense et en infrastructures a été jumelée à des réductions d'impôt pour les particuliers et à des déductions pour les entreprises. Tout cela a poussé les déficits à des niveaux inégalés en dehors des récessions ou de la pandémie, mettant en veilleuse la diminution précédemment prévue du ratio du déficit fédéral sur le PIB. Bien qu'il soit difficile de déterminer quelle sera la trajectoire du déficit et de la dette du gouvernement fédéral étant donné la

transparence réduite entourant les finances fédérales depuis le début de 2025, les perspectives de viabilité budgétaire à long terme sont devenues plus précaires. Le gouvernement devrait faire preuve de prudence en cas de détérioration imprévue des conditions économiques ou budgétaires.

Les lacunes en matière de divulgation compliquent l'évaluation budgétaire

Avant d'entrer dans les détails des prévisions qui pourraient être présentées dans le budget 2026, il est important de souligner les défis auxquels sont confrontés les observateurs externes qui

tentent d'affiner leurs perspectives. Le gouvernement du Canada s'est montré de plus en plus opaque lors de la présentation des projections de coûts annuels pour les nouvelles dépenses et mesures budgétaires. De plus, les estimations des dépenses en immobilisations sont devenues rares, ce qui force les analystes à consulter des documents fournis par l'industrie et d'autres paliers de gouvernement pour avoir une idée de ce qu'il a l'intention de dépenser et à quel moment. L'oléoduc pétrolier de la côte ouest (désormais appelé « Pacific Link »), récemment désigné comme projet d'intérêt national par le Bureau des grands projets, en est un exemple frappant. L'Alberta a préparé des projections de coûts et d'avantages, que nous avons examinées en détail dans une [récente analyse](#). Toutefois, le gouvernement du Canada n'a pas fourni publiquement l'analyse économique ou financière sous-jacente à sa contribution prévue pour ce projet.

Cela s'ajoute aux préoccupations en matière de transparence que nous et d'autres analystes budgétaires fédéraux avons soulevées précédemment. Notamment, la classification des charges d'exploitation et des dépenses en immobilisations n'est toujours pas conforme aux meilleures pratiques nationales ou internationales et ne fait pas l'objet d'une vérification externe indépendante ([BPO, 2026a](#)). En effet, la latitude du gouvernement fédéral pour déterminer ce qui constitue ou non une dépense d'exploitation limite l'utilité de l'ancrage budgétaire des dépenses d'exploitation, soit l'équilibre entre les dépenses d'exploitation et les revenus d'ici l'exercice 2028-2029 (EF 2029), lors de l'évaluation de la viabilité des finances fédérales ([DPB, 2026b](#)). Même le Fonds monétaire international (FMI) a exprimé des préoccupations quant au fait que le gouvernement du Canada s'éloigne du ratio du déficit sur le PIB comme principal ancrage budgétaire. Selon le FMI, son rétablissement permettrait de renforcer la discipline, la transparence et la crédibilité tout en préservant un espace budgétaire pour des investissements à rendement élevé ([FMI, 2026 \[en anglais seulement\]](#)). Pour citer la directrice parlementaire du budget (DPB), « [l']emprunt fédéral dépassera largement le déficit budgétaire cumulatif au cours de la période de projection parce qu'en comptabilité d'exercice, les dépenses d'immobilisations et les prêts aux sociétés d'État sont inscrits comme des éléments d'actif et non comme des éléments de passif. Cela masque la réalité de la dette en espèces et soulève des questions quant à savoir si le cadre budgétaire actuel donne un portrait complet et transparent de la viabilité financière du Canada » ([DPB, 2026c](#)).

Une communication plus complète et cohérente des renseignements budgétaires permettrait aux analystes indépendants de rapprocher les nouveaux engagements des projections du gouvernement en matière de déficit, d'emprunts et de dette. Une détermination plus claire des coûts et un classement plus précis renforceraient la confiance à l'égard du cadre budgétaire et aideraient à distinguer les changements dans les perspectives sous-jacentes des changements dans le traitement comptable.

De nombreuses dépenses engagées depuis la mise à jour du printemps

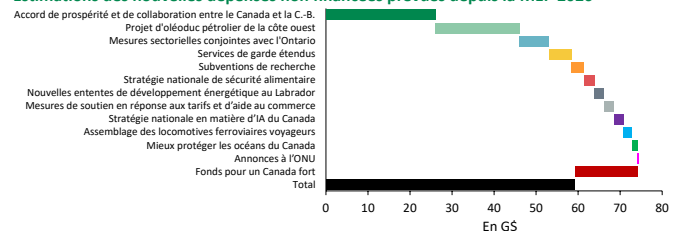
Depuis la publication de la [MEP 2026](#) en avril, les annonces de dépenses fédérales, allant des investissements en capital aux transferts aux ménages et aux autres paliers de gouvernement, ont continué de se multiplier. Le défi consiste à distinguer les mesures déjà incluses dans les prévisions budgétaires antérieures de celles qui exigeront de nouveaux fonds. Et pour ce qui est des nouvelles dépenses en capital, définies comme un actif non financier inscrit au bilan du gouvernement du Canada, une question se pose. Devraient-elles être ajoutées à la dette, ou des actifs financiers existants y ont-ils déjà été affectés, par exemple les 25 G\$ du [Fonds pour un Canada fort](#)?

Nous avons tenté de répondre à certaines de ces questions en juillet dernier. Nous avons alors estimé que les nouvelles dépenses fédérales annoncées depuis la MEP 2026 représentaient plus de 40 G\$, réparties jusqu'en 2035. Des annonces subséquentes ont ajouté plus de 10 G\$ au total de la prochaine décennie, pour plus de 50 G\$ en nouvelles dépenses depuis la publication de la MEP en avril (graphique 1).

Graphique 1

Les nouvelles dépenses non financées annoncées depuis la MEP 2026 totalisent près de 60 G\$

Estimations des nouvelles dépenses non financées prévues depuis la MEP 2026



MEP : Mise à jour économique du printemps; IA : intelligence artificielle; ONU : Organisation des Nations unies

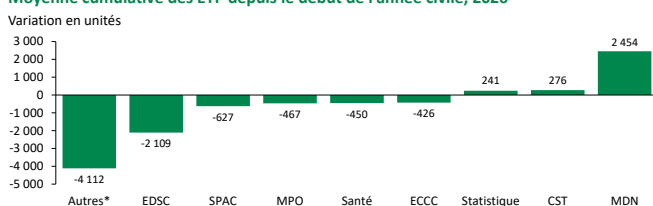
Gouvernements provinciaux, Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Les annonces de dépenses les plus importantes depuis le printemps ont été, de loin, l'Accord de prospérité et de collaboration entre le Canada et la Colombie-Britannique et le projet d'oléoduc pétrolier de la côte ouest. Selon nos estimations, la part fédérale pourrait grimper jusqu'à environ 26 G\$ et 20 G\$ pour ces deux projets respectivement au cours de la prochaine décennie (graphique 1). Une partie de cette somme sera vraisemblablement compensée par les sommes existantes attribuées au Fonds pour un Canada fort, dans une mesure qui demeure néanmoins très incertaine. C'est aussi le cas pour le nouvel assemblage des locomotives ferroviaires voyageurs. Toutefois, les autres dépenses consacrées à l'expansion des services de garde, à la prolongation de la réduction de la taxe sur les carburants jusqu'en mars 2027, aux stratégies nationales du Canada en matière d'IA et d'alimentation, à l'augmentation des subventions de recherche et à d'autres mesures plus

modestes devraient être largement considérées comme des dépenses d'exploitation, puisqu'aucun actif associé ne figurera au bilan du gouvernement du Canada. Enfin, les 7,5 G\$ engagés pour soutenir les ménages et les entreprises à la suite de la recrudescence de la guerre commerciale en août et en septembre de cette année pourraient ne pas être entièrement utilisés si les tensions commerciales s'apaisent, comme prévu dans nos perspectives économiques de référence. Par ailleurs, étant donné que ce soutien prend principalement la forme de programmes de prêts élargis, l'incidence sur le déficit fédéral et la dette nette devrait être minimale.

Il est important de garder à l'esprit que cette augmentation marquée des dépenses prévues survient alors que le gouvernement du Canada cherche à diminuer ses dépenses d'exploitation, principalement par des réductions de la masse salariale. Le nombre d'équivalents temps plein (ETP) fédéraux a chuté considérablement depuis que le budget 2025 a exposé les plans visant à réduire ses effectifs. La fonction publique fédérale a enregistré une diminution nette d'environ 5 220 ETP jusqu'à présent pour l'année civile 2026 par rapport à 2025. Emploi et Développement social Canada (EDSC) a subi la réduction la plus importante, avec la perte de 2 110 ETP, suivi de Services publics et Approvisionnement Canada (-627) et de Pêches et Océans Canada (-467) (graphique 2). La plupart des autres ministères ont soit réduit leurs effectifs, soit connu peu de changements. En revanche, le ministère de la Défense nationale (MDN) a ajouté environ 2 454 ETP dans le cadre des efforts du Canada pour respecter ses engagements à l'égard de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en matière de dépenses de défense. Vingt-sept ministères plus petits ont connu une augmentation combinée de 776 ETP.

Graphique 2
Des emplois ont été supprimés presque partout dans la fonction publique fédérale, sauf au MDN
Moyenne cumulative des ETP depuis le début de l'année civile, 2026

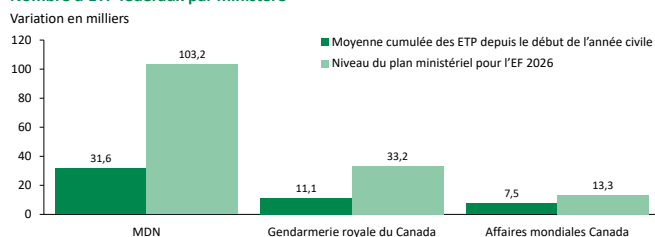


MDN : ministère de la Défense nationale; ETP : équivalents temps plein; EDSC : Emploi et Développement social Canada; SPAC : Services publics et Approvisionnement Canada; MPO : Pêches et Océans Canada; ECCC : Environnement et Changement climatique Canada; CST : Centre de la sécurité des télécommunications; * Désigne les 86 autres ministères de la fonction publique. Gouvernement du Canada, Bureau de la directrice parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

Les progrès réalisés dans les différents services en ce qui concerne l'atteinte des plans ministériels pour l'exercice financier (EF) 2027 demeurent inégaux. Jusqu'à présent, pour l'année civile 2026, la moyenne cumulée des ETP pour Pêches et Océans Canada est inférieure aux réductions d'effectifs prévues pour l'EF 2026, tout comme pour Emploi et Développement social Canada

ainsi qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada. En revanche, la moyenne cumulée depuis le début de l'exercice du nombre d'ETP au MDN (31,6 k) est bien inférieure aux 103,2 k prévus pour l'EF 2026 (en hausse par rapport à 29,1 k l'an dernier). L'effectif actuel de certains autres ministères, tels que la Gendarmerie royale du Canada et Affaires mondiales Canada, est également inférieur à ce qui est prévu dans leurs plans ministériels respectifs (graphique 3).

Graphique 3
Malgré une croissance considérable, le MDN est loin de ses objectifs d'embauche
Nombre d'ETP fédéraux par ministère

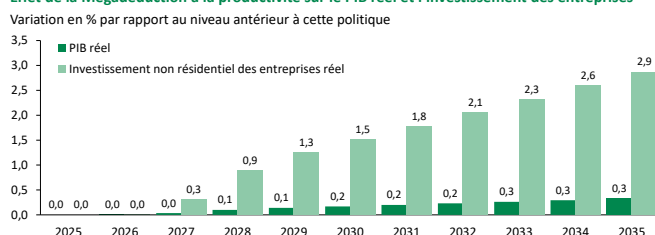


MDN : ministère de la Défense nationale; ETP : équivalents temps plein; EF : exercice financier. Gouvernement du Canada, Bureau de la directrice parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

La mégadédution s'accompagne d'un coût budgétaire plus important

Une dépense additionnelle de 50 G\$ ou plus au cours des dix prochaines années aurait suscité l'étonnement il y a seulement quelques années, mais elle semble aujourd'hui dérisoire si on la compare au coût probable de la Mégadédution à la productivité (MDP). Elle devrait représenter un coût de 36 G\$ sur cinq ans à compter de l'EF 2027. Et puisqu'il s'agit d'un changement fiscal permanent, il est probable qu'il persiste après l'EF 2031, ce qui représentera une perte totale de recettes fiscales d'environ 85 G\$ au cours de la prochaine décennie. Selon notre estimation, la MDP devrait stimuler le niveau du PIB réel de 0,2 % d'ici 2030 et de 0,3 % d'ici 2035 (graphique 4), ce gain provenant presque entièrement de l'amélioration de la productivité. Bien que louable en tant que mesure visant à favoriser l'accélération des

Graphique 4
La Mégadédution à la productivité devrait avoir un effet positif, bien que modeste, sur l'économie canadienne
Effet de la Mégadédution à la productivité sur le PIB réel et l'investissement des entreprises

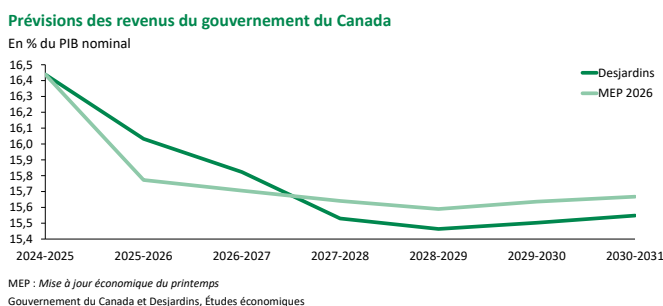


Gouvernement du Canada, Bureau de la directrice parlementaire du budget, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

investissements des entreprises au Canada, l'élan économique ne compensera probablement pas le coût, du moins dans la décennie à venir.

Deux autres mesures de revenus ont été annoncées depuis la MEP 2026. La prolongation de la réduction de la taxe d'accise sur les carburants jusqu'en mars 2027 devrait coûter environ 2,9 G\$ au cours du présent exercice. Toutefois, cette dépense devrait être largement compensée par les revenus provenant des contre-tarifs appliqués à 28 G\$ d'importations en provenance des États-Unis à compter du 8 septembre. Les tarifs douaniers pourraient générer environ 7 G\$ de revenus s'ils sont maintenus pendant une année complète, bien que nous nous attendions à ce que les tensions commerciales s'apaisent au début de 2027. Globalement, nous prévoyons que les recettes diminueront en proportion du PIB au cours des cinq prochains exercices, ce qui correspond en gros à ce qui figure dans la MEP 2026, mais qu'elles resteront plus faibles en permanence par la suite (graphique 5).

Graphique 5
Les revenus fédéraux devraient diminuer en proportion du PIB



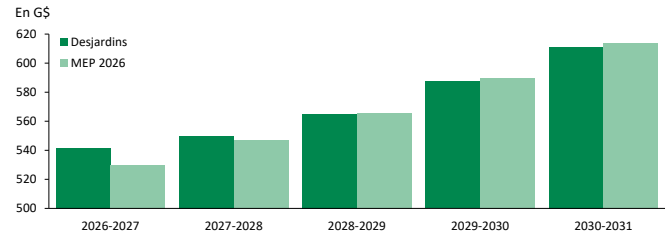
Les prix élevés du pétrole offrent une compensation temporaire pour ce qui est des revenus

Avec de nouvelles dépenses et mesures fiscales s'élevant à près de 140 G\$ sur la prochaine décennie, les perspectives budgétaires comprendraient normalement des déficits beaucoup plus importants. Des recettes fiscales plus élevées que prévu soulagent une partie de cette pression à court terme. Les revenus fiscaux devraient également demeurer supérieurs aux projections de la MEP 2026 pour l'année prochaine, bien que ce vent favorable risque de s'affaiblir par la suite (graphique 6).

Le gouvernement fédéral doit le bond de ses revenus fiscaux au maintien des [prix du pétrole à un niveau élevé](#) (graphique 7). Selon le *Moniteur des finances publiques* de juillet 2026, les revenus depuis le début de l'exercice ont augmenté de 7,4 % par rapport à l'an dernier, ce qui est bien au-dessus du rythme de 3,5 % prévu dans la MEP 2026 (graphique 8). Les revenus

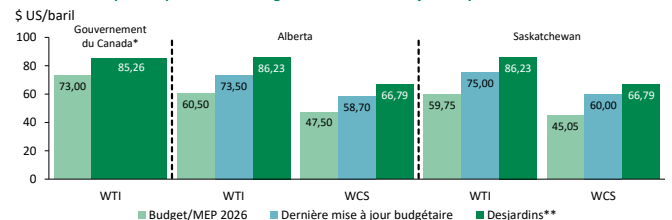
Graphique 6
La hausse des revenus fédéraux à court terme devrait s'estomper avec le temps

Prévisions des revenus du gouvernement du Canada



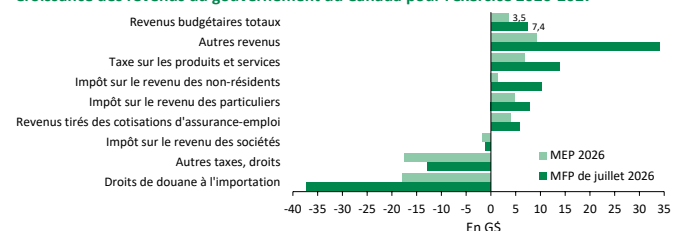
Graphique 7
Les prix du pétrole ont dépassé les attentes du gouvernement, stimulant ainsi les revenus

Prévisions des prix du pétrole selon le gouvernement et Desjardins pour l'exercice 2026-2027



Graphique 8
Les revenus fédéraux augmentent plus rapidement que prévu dans la MEP 2026

Croissance des revenus du gouvernement du Canada pour l'exercice 2026-2027



de la taxe sur les produits et services ont augmenté de façon particulièrement marquée, alors que les prix à la pompe ont grimpé en flèche, malgré le fait que les taxes par litre moyen soient presque la moitié de leur niveau du début de 2025 (consultez [nos récentes recherches](#) sur les consommateurs canadiens pour plus d'informations). Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers devraient également dépasser les attentes, probablement soutenus par l'envolée des gains en capital sur les placements au sein des ménages à revenu élevé.

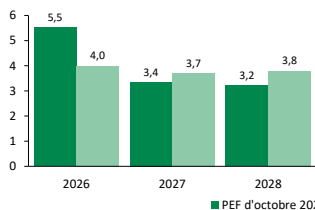
Le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés devrait prolonger la hausse des revenus à court terme, car le PIB nominal, la mesure la plus globale de l'assiette fiscale, demeure élevé, uniquement en raison de la forte inflation (graphique 9). Toutefois, on s'attend à ce que ce soutien s'estompe, mais que les effets budgétaires des hausses permanentes des dépenses et des réductions d'impôts persistent. Par conséquent, notre analyse suggère que l'autre ancrage budgétaire fédéral, à savoir le maintien d'un ratio du déficit sur le PIB décroissant, pourrait être menacé malgré un point de départ plus favorable que dans la MEP 2026 (graphique 10). Dans ses [Perspectives économiques et financières d'octobre 2026](#), la DPB est arrivé à la même conclusion.

Graphique 9

Les prix élevés du pétrole ont stimulé la croissance du PIB nominal en 2026

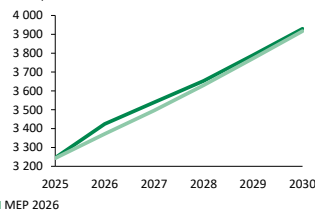
Prévisions de croissance du PIB nominal

Variation annuelle en %



Prévisions du niveau du PIB nominal

En G\$



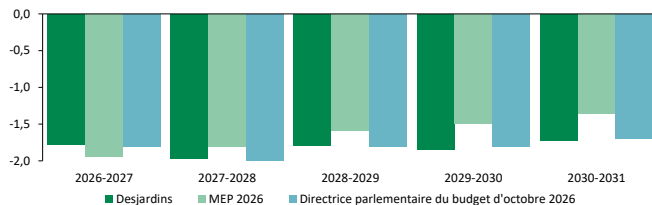
PEF : Prévisions économiques et financières; MEP : Mise à jour économique du printemps
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 10

Un déficit fédéral moins élevé actuellement devrait laisser place à des déficits plus importants plus tard

Projection du déficit fédéral

En % du PIB nominal



MEP : Mise à jour économique du printemps
Gouvernement du Canada, Bureau de la directrice parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

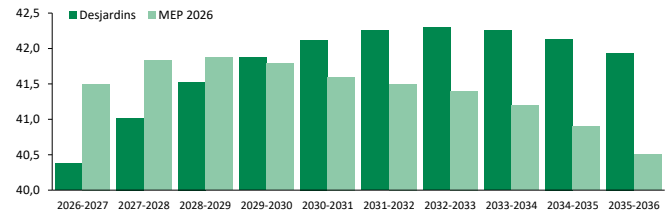
Les perspectives de la dette fédérale sont plus compliquées. Des déficits semblables à ceux projetés pour la MEP 2026 ainsi que les emprunts par anticipation prévus pour les dépenses en immobilisations devraient, au cours des prochaines années, maintenir la dette globalement sur la trajectoire figurant dans les prévisions printanières. Le PIB nominal plus élevé que ce qui était attendu devrait néanmoins réduire le ratio du déficit sur le PIB par rapport à ces prévisions jusqu'à l'EF 2029 (graphique 11). Par la suite, les augmentations permanentes des dépenses et les baisses d'impôt survivront à l'effet stimulant des prix élevés de

Graphique 11

L'amélioration des ratios de la dette fédérale grâce à la hausse du PIB nominal ne durera pas longtemps

Projection de la dette fédérale

En % du PIB nominal



MEP : Mise à jour économique du printemps
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

l'énergie, ce qui laisse présager des déficits plus importants et un ratio du déficit sur le PIB plus élevé à long terme que ce qui est projeté dans la MEP 2026.

Moins d'espace budgétaire, mais pas de crise de la dette à l'horizon

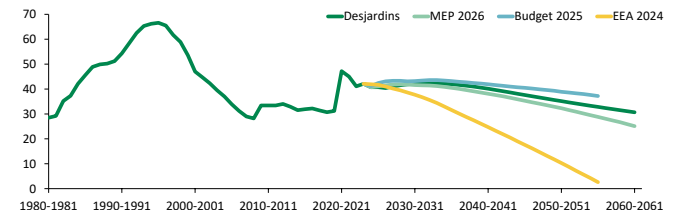
La viabilité des finances fédérales est généralement mesurée par la trajectoire à long terme du ratio du déficit sur le PIB. Nous prévoyons que ce ratio diminuera à long terme après avoir augmenté pendant cinq ans à compter de l'EF 2028 (graphique 12), ce qui correspond globalement aux évaluations de la DPB fondées sur le [budget 2025](#) et à la [MEP 2026](#). Quoiqu'il en soit, la marge de manœuvre budgétaire s'est nettement réduite depuis la fin de 2024, principalement en raison de l'augmentation des dépenses planifiées en défense.

Graphique 12

La dette du gouvernement du Canada est toujours viable, mais tout juste

Projection de la dette fédérale

En % du PIB nominal



MEP : Mise à jour économique du printemps; EEA : Énoncé économique de l'automne
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

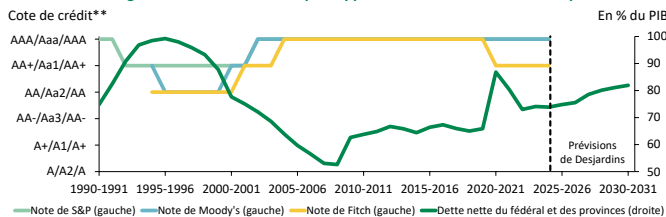
D'après [nos recherches](#) sur les méthodes des trois principales agences de notation, les craintes selon lesquelles la cote de crédit du gouvernement du Canada pourrait être menacée semblent exagérées. Cela s'explique par le fait que les cotes de crédit souveraines sont à la fois absolues et relatives. En termes absolus, les perspectives de la dette nette combinée du fédéral et des provinces en proportion du PIB devraient demeurer sous le seuil qui a déjà déclenché une baisse de la cote de crédit

(graphique 13). En termes relatifs, le Canada figure parmi les pays les plus performants sur le plan budgétaire par rapport à d'autres pays comparables, plus précisément ceux du G7 et l'Australie (graphique 14).

Graphique 13

La qualité du crédit du gouvernement canadien demeure élevée pour le moment

Cote de crédit du gouvernement du Canada par rapport à la dette nette fédérale et provinciale*



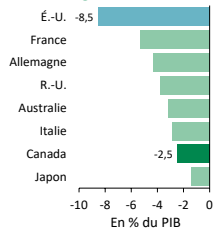
* La dette nette, telle que présentée ici, correspond à la somme de la dette nette du fédéral et des provinces selon les Comptes publics historiques et les prévisions budgétaires, les dernières plateformes électorales et les mesures annoncées; ** À la fin de l'exercice, ordre sur l'axe des y de Fitch, Moody's et Standard & Poor's (S&P).

Bloomberg, Gouvernements provinciaux, Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

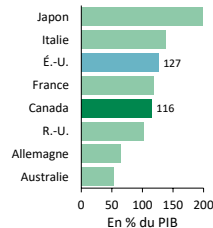
Graphique 14

Le Canada demeure l'une des « moins pires » des économies avancées en matière de budget

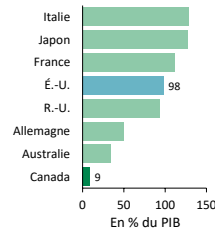
Solde budgétaire*, 2026



Dette brute*, 2026



Dette nette*, 2026



* Général – administrations publiques.

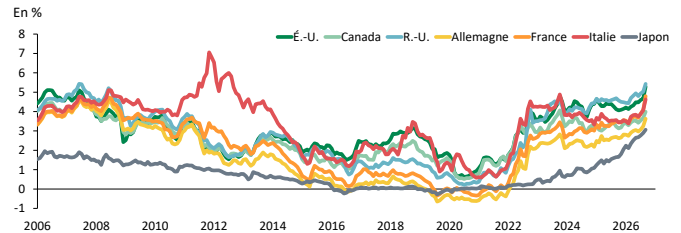
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Cela étant dit, nos perspectives économiques et financières, plus favorables que celles de la MEP 2026, ne sont pas garanties. En particulier, les rendements des obligations souveraines ont augmenté rapidement. Cela inclut les obligations du gouvernement du Canada, bien que leur rendement ait moins progressé que celui de la plupart de ses pairs (graphique 15). [Notre équipe de stratégie macroéconomique](#) a estimé que si les taux d'intérêt demeurent à leurs niveaux élevés récents pendant toute la durée des prévisions budgétaires sur cinq ans, la charge d'intérêts brute annuelle pourrait être supérieure de plus de 3 G\$ en moyenne par an à compter de l'EF 2028. Toute hausse des taux d'intérêt à court et à long terme à partir de maintenant accentuerait l'effet négatif sur le résultat net du gouvernement fédéral. Une simple hausse de 50 points de base de nos prévisions pour les taux d'intérêt à long terme à partir du début de 2027 pourrait placer le ratio du déficit sur le PIB fédéral sur une trajectoire ascendante durable, mettant ainsi en péril la viabilité budgétaire actuelle (graphique 16). Une augmentation

Graphique 15

Les rendements des obligations d'État à plus long terme ont atteint des sommets inégalés en plusieurs décennies

Rendements mensuels des obligations d'État de 10 ans des principales économies avancées*



* Dernières données au 30 septembre 2026.

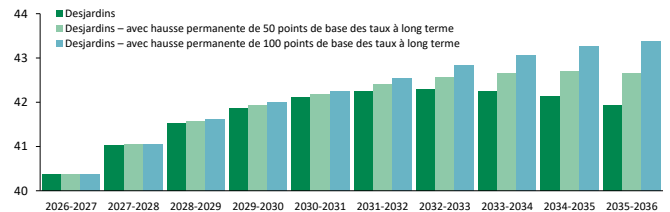
Organisation de coopération et de développement économiques et Desjardins, Études économiques

Graphique 16

La viabilité de la dette fédérale pourrait être compromise si les taux à long terme augmentent davantage

Projection de la dette fédérale

En % du PIB nominal



Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

permanente des taux d'intérêt à long terme au-delà de cette marque serait encore plus préjudiciable.

Conclusion

Le gouvernement du Canada est peut-être dans une meilleure posture financière que bon nombre de ses pairs parmi les économies avancées, mais cet avantage n'est pas garanti. Des réductions importantes des revenus et des augmentations marquées des dépenses ont exposé la viabilité budgétaire à long terme du Canada à davantage de risques que par le passé, particulièrement dans un contexte de taux d'intérêt nettement plus élevés et toujours à la hausse. Le maintien d'une certaine marge de manœuvre fiscale pourrait aider le gouvernement fédéral à réagir à des imprévus, notamment l'augmentation des frais liés à la dette publique. Le budget 2026 devrait préciser le coût et le financement des dépenses et des revenus annoncés jusqu'à présent et démontrer la robustesse du cadre budgétaire face aux chocs défavorables.